



Résumé presse

Intégration régionale dans la région euro-méditerranéenne : évolutions positives mais les progrès sont lents

En 2017, les ministres des Affaires étrangères de l'UpM ont adopté la « Feuille de route de l'UpM pour l'Action » visant à renforcer la promotion d'une intégration et d'une coopération régionales renforcée en Méditerranée. Afin d'éclairer les politiques publiques, l'UpM a identifié le besoin d'élaborer un rapport sur l'intégration régionale afin d'établir les principales tendances et de suivre l'évolution avec des indicateurs spécifiques pour mesurer les progrès réalisés et identifier les domaines à améliorer.

L'UpM a chargé l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de préparer la première édition du rapport, avec le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), au nom du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Le rapport examine cinq secteurs de l'intégration régionale : le commerce, les finances, les infrastructures, la circulation des personnes et la recherche et l'enseignement supérieur. Des conclusions et recommandations politiques sont établies pour chaque domaine.

Principales conclusions du rapport

- **L'intégration a progressé dans la région de l'UpM, mais les progrès ont été lents et restent inférieurs au potentiel de la région en matière de capacités et de ressources.**
- **L'intégration a progressé de manière inégale, à travers et au sein des sous-régions de l'UpM, dans tous les domaines politiques.** En matière de commerce, par exemple, les pays des sous-régions des Balkans occidentaux et d'Afrique du Nord se sont intégrés plus étroitement au reste de la région de l'UpM, tandis que le Levant (Liban, Palestine et Jordanie) et Israël sont restés bien en deçà de leur potentiel.
- **Deux défis importants à l'intégration régionale subsistent : l'insuffisance des infrastructures de transport et de connectivité énergétique et l'absence de vision commune sur la mobilité humaine en tant que moteur de l'innovation et de la croissance dans la région.**
- **Les changements récents de l'économie mondiale - en particulier, la transformation numérique, qui s'est accélérée avec la pandémie de Covid-19 - modifient la production mondiale et affectent la capacité des pays à suivre des stratégies d'intégration régionale fondées sur des politiques commerciales et d'investissements étrangers.** Les changements dans la structure des échanges, l'utilisation accrue de l'automatisation dans le secteur manufacturier et une tendance au rétablissement régional des secteurs posent plusieurs défis à la capacité de certains pays euro-méditerranéens de progresser dans la chaîne de valeur et d'accroître leur participation à l'économie mondiale.

Les 30 principaux résultats du rapport



Commerce

1. Dans la région de l'UpM, le commerce représentait en 2018 une part importante de l'économie de la région, soit 35 % du PIB.
2. Dans les années 1990 et au début des années 2000, les accords commerciaux au sein de la région euro-méditerranéenne se sont principalement sur la réduction des droits de douane existants dans le commerce des produits agricoles et manufacturés, sans couvrir celui des services. Ce dernier représente aujourd'hui 25 % des flux commerciaux mondiaux et pourrait être un moteur clé du développement économique. Il n'existe pourtant pas de réglementation ambitieuse sur le commerce des services, à l'exception des accords d'association de l'Union européenne (UE) avec les Balkans occidentaux.
3. L'importance du marché intrarégional de la région est restée relativement constante depuis 1996. Avec plus de 20 % du commerce mondial de marchandises en 2018, le marché intrarégional de l'UpM est l'un des marchés mondiaux les plus importants.
4. La répartition du marché intrarégional est concentrée sur la rive nord de la Méditerranée. L'UE est responsable de plus de 95 % des exportations intérieures des marchandises et de 93 % des exportations externes. La sous-région de l'Afrique du Nord est le quatrième partenaire principal pour l'exportation de marchandises, notamment en raison de l'importance du secteur des hydrocarbures en Algérie et du secteur manufacturier en pleine croissance du Maroc.
5. En 2018, les pays de l'UpM ont exporté près de deux fois plus de marchandises vers d'autres pays de l'UpM que vers le reste du monde. Cependant, le niveau élevé des exportations intrarégionales s'explique en grande partie par les échanges au sein du marché intérieur de l'UE. Si nous excluons ce marché, les pays de l'UpM exportent plus de 80 % de leurs exportations brutes de marchandises vers d'autres régions du monde. Néanmoins, même en excluant le marché intérieur de l'UE, le rapport entre les exportations de marchandises intra- et extrarégionales montre une tendance légèrement positive, ce qui témoigne des progrès de l'intégration régionale.
6. Plusieurs initiatives politiques des pays de l'UpM sont possibles pour libérer le potentiel commercial inexploité dans la région, comme le renforcement d'une collaboration sur les réglementations commerciales, y compris l'adoption d'accords de commerce des services plus ambitieux, et l'homogénéisation de procédures, telles que l'adoption de règles d'origine communes. Cependant, l'amélioration de l'environnement général du commerce, y compris l'accès aux transports et au financement, pourrait rester inefficace en l'absence de diversification industrielle.

Finance

1. Dans la région de l'UpM, les pays de l'UE sont les principaux émetteurs et récepteurs d'investissements étrangers directs (IDE). Il existe un important potentiel d'investissement inexploité dans et entre les sous-régions MENA (Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord) et les Balkans occidentaux, qui partagent des flux limités et sont des bénéficiaires nets d'investissements étrangers.
2. En moyenne, 68 % du stock d'investissement dans une économie de l'UpM provient d'un autre État membre de l'UpM. Compte tenu des liens étroits entre les États de l'UE, ils ont la part la plus élevée d'investissements intra-UpM.



3. Les *envois de fonds* représentent l'argent ou les biens que les migrants envoient à leurs familles et amis dans leur pays d'origine. Les flux et les coûts des envois de fonds sont à prendre en compte dans l'analyse de l'intégration financière de la région de l'UpM, car ils sont une forme d'échange de capitaux particulièrement importante entre la région MENA et les pays des Balkans d'une part, et les pays de l'UE, Israël et la Turquie d'autre part. Au sein de l'UpM, 90 % des émigrés d'Afrique du Nord et la quasi-totalité des émigrés des Balkans occidentaux vivaient dans un pays de l'UE en 2019. Les flux des envois de fonds intra-UpM sont importants : 10 pays sur les 14 considérés ont au moins un État membre de l'UpM comme clé partenaire.
4. Dans plusieurs États de la région MENA et des Balkans, les envois de fonds représentent une part importante du PIB. Ils représentent en moyenne 10,4 % du PIB pour les Balkans occidentaux et 7,8 % du PIB pour la région MENA, contre seulement 0,8 % pour l'UE. Ce pourcentage est probablement sous-estimé dans plusieurs pays en raison des envois de fonds par des canaux informels.
5. En raison de la pandémie de Covid-19, les paiements numériques devraient continuer d'augmenter dans toute la région en 2021 et après, ce qui force non seulement des pays qu'ils développent l'arsenal juridique, mais également qu'ils renforcent le cadre réglementaire des fournisseurs de services pour permettre innovation dans ce domaine. Cela stimulerait les envois de fonds, ainsi que le commerce en ligne, qui est actuellement limité, par le manque d'infrastructures pour les paiements en ligne : en 2017, des études ont indiqué que seulement 8 % des PME de la région MENA étaient présents sur le web (contre 80 % aux États-Unis) et uniquement 1,5 % des commerçants de la région.

Infrastructures

1. Les infrastructures de transport et d'énergie sont des facteurs importants d'intégration économique et de développement. Pourtant, dans la région euro-méditerranéenne, en particulier au Sud et à l'Est de la Méditerranée, la connectivité des infrastructures reste encore limitée.
2. La Banque mondiale (2020) a estimé qu'au cours des cinq à dix prochaines années, la région MENA devra investir plus de 7 % de son PIB régional annuel dans l'entretien et la création d'infrastructures. Dans les Balkans occidentaux, malgré des taux annuels d'investissement dans les infrastructures publiques supérieurs à 6 % du PIB en moyenne au cours des 15 dernières années.
3. Le trafic de fret entre les pays de la région MENA ne représente que 5% du trafic total de fret en Méditerranée, tandis que le trafic entre les ports européens est de 70% et entre l'Europe et l'Afrique du Nord est de 15%.
4. La consommation totale finale d'énergie dans le Sud de la Méditerranée pourrait augmenter de 37 % d'ici 2040, la moitié étant due à une augmentation de la consommation d'électricité. Il existe un certain nombre d'initiatives sous-régionales visant à interconnecter les réseaux électriques et permettre le commerce d'électricité. Parmi les défis à relever, on peut souligner le manque d'infrastructures appropriées, mais aussi l'absence de cadres réglementaires harmonisés aux niveaux nationaux et sous-régionaux.
5. Les relations énergétiques entre l'Afrique du Nord et l'Europe reposent toujours le pétrole et le gaz : plus de 60 % des exportations de l'Afrique du Nord dans ce secteur



sont envoyées en Europe. Les Balkans occidentaux ont exporté plus d'électricité vers les autres pays de l'UpM que vers le reste du monde.

6. Bien que les économies de la région sud-méditerranéenne soient bien dotées en sources d'énergies renouvelables, elles n'ont pas suffisamment diversifié leur approvisionnement en électricité. Beaucoup ont fixé des objectifs nationaux en matière d'énergies renouvelables et le déploiement de projets connexes est bien avancé, mais de nombreuses économies devraient compter sur le gaz et le pétrole pour produire de l'électricité au moins jusqu'en 2030.
7. Les centrales solaires pourraient générer 100 fois la consommation électrique de la région MENA et de l'Europe réunies. Il existe également un intérêt croissant pour le potentiel de l'hydrogène renouvelable pour réaliser cette transition; la région MENA pourrait être un fournisseur important pour l'UE.

Circulation des personnes

1. La région de l'UpM fait partie des destinations touristiques les plus importantes au monde. Alors que la plupart des flux touristiques restent dirigés vers les pays méditerranéens européens (71%), certaines économies du sud de la Méditerranée et de l'Europe du Sud-Est ont émergé comme nouvelles destinations touristiques. Les arrivées dans les destinations MENA ont augmenté de 10% entre 2017 et 2018, pour atteindre 87 millions, principalement en provenance d'Europe et d'autres pays de la région MENA. Ce renouveau a été particulièrement ressenti en Egypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie. Les touristes intrarégionaux constituent la majorité des flux touristiques vers les pays de l'UpM.
2. En 2019, si l'on considère à la fois les contributions directes et indirectes, le tourisme représentait plus de 15% du PIB dans plusieurs pays. Le secteur du tourisme joue un rôle important dans la création d'emplois dans la région, représentant plus de 10% de l'emploi total dans la plupart des économies du sud et de l'est de la Méditerranée.
3. Il existe différents modèles de migrations dans la région de l'UpM. Le marché du travail au sein de l'UE connaît un déséquilibre avec la croissance des retraités dépassant celle des personnes en âge de travailler, ce qui a créé un espace d'immigration dans l'UE pour combler les besoins du marché du travail.
4. En revanche, au sud de la Méditerranée, le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail continue d'augmenter chaque année. L'UNICEF estime qu'au rythme actuel, 39 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail d'ici 2030. En tant que deuxième région la plus jeune du monde, le sud de la Méditerranée est confronté à des défis pour offrir des opportunités d'emploi de qualité à sa jeunesse, en particulier les femmes. Si dans plusieurs pays (Égypte, Jordanie, Tunisie) les femmes sont désormais plus nombreuses que leurs homologues masculins à être diplômés de l'enseignement supérieur, elles restent touchées de manière disproportionnée par le chômage.
5. A l'échelle régionale, la part de la population active née à l'étranger parmi l'ensemble des travailleurs a légèrement augmenté, passant de 10 % en 2010 à 12 % en 2019.
6. La migration circulaire est définie par l'Organisation Internationale pour les Migrations comme une forme de migration dans laquelle les personnes font des allers-retours répétés entre deux ou plusieurs pays. Depuis le début des années 2000, les



programmes de migration circulaire avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont été progressivement intégrés dans l'approche migratoire de l'UE. La majeure partie des programmes de migration circulaire dans la région de l'UpM continue d'impliquer les travailleurs saisonniers, peu ou moyennement qualifiés, des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, répondant aux besoins épisodiques des pays de l'UE.

Recherche et enseignement supérieur

1. Le triptyque éducation, recherche et innovation montre comment l'interaction constante entre ces trois secteurs rend possible une innovation économiquement viable. Les pays doivent établir les conditions préalables à l'intégration régionale et investir dans la recherche et le développement (R&D) et dans les actifs connexes fondés sur la connaissance. Ils doivent également être en mesure d'absorber les technologies étrangères, de contribuer au commerce et d'échanger des idées grâce à la coopération régionale et internationale.
2. La recherche et l'enseignement supérieur doivent être liés aux industries nationales, y compris l'industrie manufacturière et les services. Cela garantit que la collaboration régionale entre scientifiques et universités contribue de manière effective au développement économique.
3. La coopération scientifique dans la région euro-méditerranéenne se caractérise davantage par des interactions Nord-Sud que par une collaboration Sud-Sud, même s'il existe des exceptions (par exemple, Maroc-Israël).
4. Plusieurs pays de l'UpM ont augmenté leurs investissements en R&D au cours de la dernière décennie, en particulier Israël, l'Égypte et l'Algérie. Le financement étranger joue un rôle assez important dans la R&D des entreprises. Dans les pays de l'UE, il représente entre 5 et 10 % des dépenses totales ; dans les économies du Sud de l'UpM, le financement étranger représente 5 % ou moins, à l'exception d'Israël et de la Palestine.
5. Bien que la coopération scientifique ait tendance à se regrouper autour de spécialisations scientifiques et technologiques, cela ne signifie pas que ces dernières soient statiques. En effet, les données publiées montrent qu'entre 1981 et 2014, l'accent mis sur les disciplines en génie chimique et pétrolier dans les pays du Sud de la Méditerranée et de la région ANMO a diminué, tandis que les sciences de la vie ont connu une croissance modeste.
6. Les données de l'UNESCO montrent que, parmi les pays de l'UpM qui envoient au moins 10 000 étudiants à l'étranger, l'Albanie envoie la plupart de ses étudiants en Italie ; l'Algérie, le Maroc et la Tunisie en France et la Turquie en Allemagne. Parmi les pays de l'UpM accueillant plus de 10 000 étudiants, la France reçoit la plupart de ses étudiants étrangers du Maroc et de l'Algérie, l'Italie reçoit la plupart de ses étudiants étrangers de l'Albanie et l'Allemagne reçoit la plupart de ses étudiants étrangers de la Turquie et de la Tunisie. Le Royaume-Uni reçoit la plupart de ses étudiants étrangers du Maroc, d'Égypte et de Jordanie.